

212 B W 19

LES AMIS DU PASTOURAIS

Comité d'études
Historiques et Archéologiques

LE LOT-ET-GARONNE TERRE D'ACCUEIL

**Guerre et Paix
dans la Vallée du Lot**

Année 1993

Numéro 20

1939 - LA POUDRERIE NATIONALE DE SAINTE LIVRADE SUR LOT UNE POUDRERIE AVORTEE !

Clément Goulinat

Le drame lointain de Dien-Bien-Phu, les accords d'Evian et l'abandon de l'Algérie ont retenti dans cette vallée. Ils ont amené dans les cantonnements installés, après les républicains espagnols, les Mongols ralliés ou non à la Wehrmacht, les Juifs en instance de déportation et toute une série de populations déplacées.

Le site choisi pour implanter la poudrerie est rive gauche du Lot, entre Casseneuil et Sainte-Livrade dans une anse de la rivière, une zone plate d'alluvions récentes, à texture légère où la vallée atteint sa plus grande largeur.

L'agriculture à dominante fruitière et maraîchère y est dynamique. Le grand prix d'honneur de l'exploitation agricole de 1936, a été décerné à Jean Delcros pour sa ferme du Verdicié. Personne n'eût pensé qu'elle subirait trois ans plus tard, l'outrage du bulldozer et des pelleteuses !

Comment aurait-on à Sainte Livrade pu sentir le vent mauvais venir des décrets-lois de Laval et de Daladier ? - ceux du huit août et du trente octobre 1935 - relatifs à l'expropriation, - ceux de juillet et novembre 1938 - sur l'organisation en temps de guerre - celui enfin du vingt mai 1939 - déclarant urgents et d'utilité publique les travaux pour la Défense Nationale et dérogeant aux formalités habituelles.

Les événements qui vont suivre, sur les cinq cents hectares expropriés, pourraient conduire à de longs développements. Dans le cadre de cette communication, je me bornerai aux faits saillants, tels qu'ils ont été ressentis sur place ;

- la réquisition - ses modalités - les indemnités de dépossession-
- la poudrerie commencée dont l'ampleur étonne
- les conséquences de la défaite
- les occupations précaires
- la rétrocession aux expropriés et le lycée agricole
- 1950 - la renaissance
- la balance des effets pervers et des développements induits.

I - Réquisition des terres - Drame des expropriés -

La réquisition des terres ouvre sur le drame des expropriés. Un ordre de réquisition daté du 30 septembre 1939, « *au nom de la loi, de la Défense Nationale, de l'organisation de la Nation en temps de guerre* », parvient un jour d'octobre 1939.

Il émane du Service Central des Constructions et Poudres, sous la signature de l'ingénieur en chef militaire, directeur du service à Montauban.

Il précise que l'occupation sera effective le 1^{er} Novembre 1939. C'est le ciel qui tombe sur la tête ! Souvent le mari est mobilisé depuis les premiers jours de septembre. L'épouse est seule et ne réalise pas ce que signifie ce papier, cette réquisition pour une poudrerie ! On lui précise sèchement « votre propriété ! on vous prend votre propriété. Il faut être partis à la fin du mois ! » ⁽¹⁾

L'affolement est général, mais quasiment méconnu dans la cité livradaise, ignoré à Villeneuve et à Agen. Aucune trace de compassion, de sollicitude, pas une ligne dans la presse, pas une ligne dans les compte-rendus du Conseil général, pas davantage dans ceux du Conseil d'arrondissement ⁽²⁾, de la Chambre d'agriculture, du Conseil municipal de Sainte Livrade !

Il faut pourtant décider d'un gîte pour la famille, d'une situation d'attente, d'un rachat pour lequel l'indemnité n'est ni connue, ni versée... ⁽³⁾

Les expropriés sont seuls, seuls dans un premier temps devant les propositions officielles d'indemnisation et les négociations parallèles. Il faudrait évoquer en détail la tragi-comédie des estimations, négociations, instances diverses, avant règlement, quatre ans plus tard !

Interviennent d'abord, l'inspecteur principal des domaines qui remet son relevé estimatif le 15 novembre 1939, pour 60 propriétés comptant 427 hectares, puis le génie militaire qui entend conduire les pourparlers amiables, enfin le receveur local de l'enregistrement appelé à la rescousse en janvier 1940.

Les affaires traînent. Seuls 23 propriétaires ont traité à l'amiable.

Les autres, plus de 50, dont les avocats ont pris les affaires en main, s'engagent dans un avenir incertain.

Le calendrier en témoigne :

Novembre 1939:	Prise de possession
Juin 1940:	Armistice. Interruption des travaux qui ne furent pas repris
27 Juillet 1940:	Ordonnance d'expropriation signifiée en Octobre 40
Aout 1941:	Consignations des indemnités approximatives et provisionnelles
Octobre 1941:	Paiement de ces indemnités
Mai 1942:	Décision de la commission chargée de fixer les indemnités
20 Juin 1942:	Jugement du tribunal civil de Villeneuve chargé de fixer les indemnités, en appel des décisions de la commission arbitrale

- LA POWDRERIE DE SAINTE LIVRADE

Georges Leygues est mort en 1933. Gaston Carrère le sénateur maire de Sainte Livrade né à Casseneuil, malade depuis 1934 est décédé en 1936. Cela fait cinq ans. Mais selon l'adage, «à qui profite le crime ?», le bruit se répand qu'il pourrait être à l'origine, car l'affaire viendrait de loin. Il aurait voulu industrialiser ce secteur...2000 ouvriers, plus leurs familles, des rentrées fiscales, un essor économique ⁽⁹⁾ ! Comparant à Bergerac, la taxe professionnelle valeur 1990, s'élèverait à 35-40 millions.

Pour la commune-siège, de 20 à 22 million, soit deux fois son potentiel fiscal et trois fois ses investissements annuels! Ne rêvons pas !

III - Juin 1940 : conséquences de la défaite.

Sept mois d'activité fébrile sont arrêtés par la défaite.

Dès novembre 1939, les embauchés affluent, les cantonnements provisoires s'élèvent, les machines entrent en action. Aussi les arbres sont abattus, les murs s'écroulent, des tranchées et des fouilles sont creusées et emplies de béton.

Le béton est partout, qu'on le fabrique, qu'on le transporte ou qu'on le coule !..et les alignements impressionnants des bâtiments s'élèvent Plus de 5000 travailleurs de toutes qualifications et origines changent le visage de la vallée.

Tout compte fait, de novembre à juin 1940, on a bougé pas mal de choses et la machine tournait à plein régime. Encore douze mois et l'ensemble eût été fonctionnel.

Mais sous le choc de la défaite, tout s'arrête. Les travaux ne reprendront pas. Même si les Espagnols, un an encore, achèvent les cantonnements et démontent les voies ferrées.

En juillet 1940, alors que les entreprises se replient, il ne reste pratiquement plus d'anciens immeubles. Le silence s'établit sur des forêts de béton en cours de coulage, dans un décor désolé...



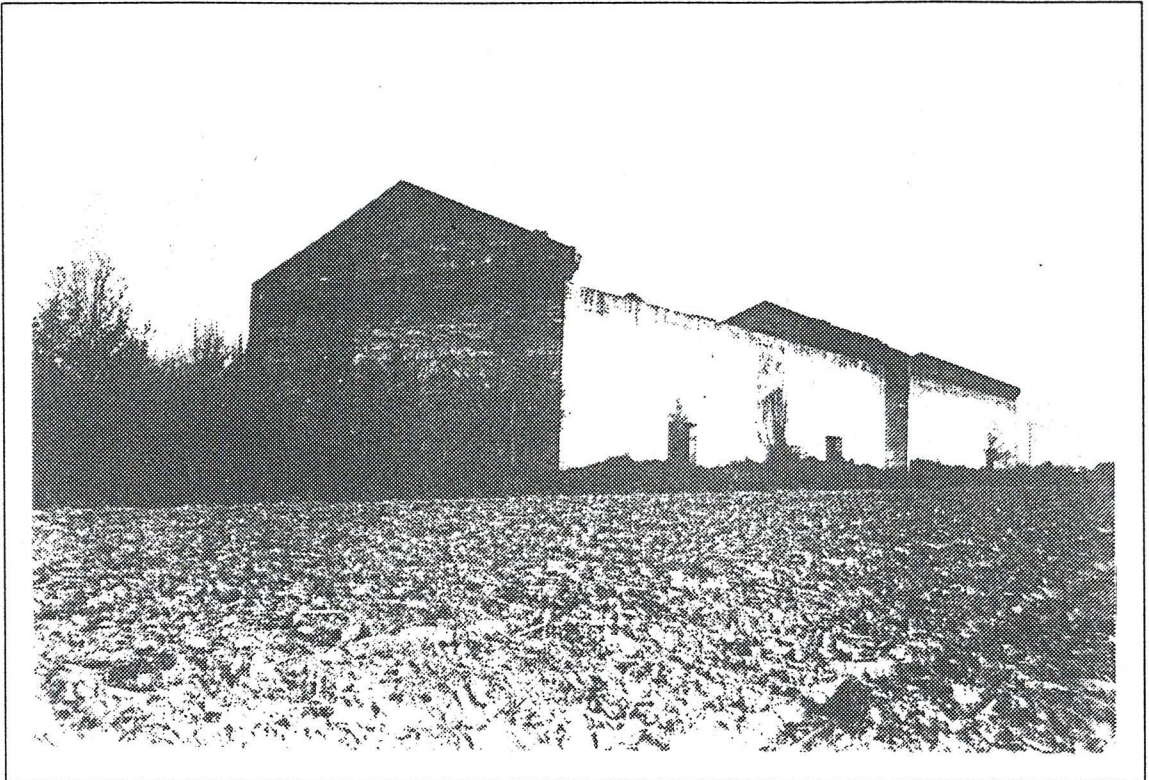


Photo G. Escudié

IV - DE 1940 à 1947, les occupations précaires.

De 1940 à 1947 s'étend le temps des occupations précaires et de l'avenir incertain.

En août 1940, le ministre de l'agriculture, demande à celui de la production industrielle la remise des terrains à son Ministère. Il renouvelle sa demande en octobre de la même année. On fait savoir, que la partie utilisable, sera restituée.

Le quatorze octobre 1940, le ministère de la guerre, replié à Chamallières, précise qu'il y a lieu de poursuivre les acquisitions :

1°) des terrains de Sainte Livrade, Casseneuil et Bias, occupés par la voie ferrée de raccordement et déjà en service.

2°) des terrains des cantonnements.

3°) des terrains de la station de pompage et des canalisations.

On doit rendre à leurs propriétaires, après remise en état, les terrains jouxtant l'usine, destinés à l'établissement d'un champ de tir !

En février 1941, la direction des services agricoles de Lot et Garonne, écrit aux deux Ministres au sujet de l'affermage des terres aux réfugiés Alsaciens-Lorrains. Le ministre de la production industrielle affirme que les terrains ont été remis au ministre de l'agriculture. Ce dernier confirme qu'il étudie la question. De nombreuses relances interviennent.

En septembre 1941, l'ensemble des terrains est remis aux «Chantiers de la Jeunesse Française», à l'exclusion d'une zone réservée de 20 ha, où se cantonnent les employés des poudres. Les Espagnols abandonnent, pour d'autres chantiers, le camp dit «des Espagnols» et les cantonnements extérieurs. Le domaine de la poudrerie et les cantonnements, connaissent des sorts et des occupations différents quoique parallèles.

- LA POUDRERIE DE SAINTE LIVRADE

Le Domaine de la Poudrerie

Le Groupe 36 «Montcalm» des chantiers de la Jeunesse Française, s'installe dès juin 1941. 1500 jeunes, accomplissent leur temps. Le PC est au château de Miquel, les hommes sont répartis à Sautoul, Septfonds, Gilet, au camp «dit des Espagnols». Au gré des vents les voisins recueillent les bribes du « Salut aux couleurs, des chants de marche.. du fameux Maréchal nous voilà !»

Pour les ateliers, il n'y a que l'embarras du choix. Cependant la mise en valeur du sol, n'est ni rationnelle, ni productive!

En novembre 1943, les Allemands prélèvent, sur le stock «poudrerie» dix wagons de matériel divers et dix véhicules utilitaires.

En juin 1944, les chantiers de jeunesse sont dissous. Dès le début de cette année, la plupart des jeunes ont disparu dans la nature, rejoignant en nombre les maquis de la région.

Le service des poudres et explosifs de Bergerac, recueille la gestion. Selon un vœu du conseil général du Lot-et-Garonne, des terrains sont mis à la disposition de l'agriculture. C'est le temps des emblavements occasionnels pour cause de pénurie, des locations précaires à des tiers, des ventes d'herbe sur pied. Le château de Miquel devient le siège de la colonie de vacances du service des poudres et explosifs de Bergerac.

La liquidation s'annonce. Les Domaines vendent sous soumission pour le compte du Service des Poudres : des charpentes métalliques montées, non montées, neuves ou dépareillées, des baraquements en bois, du matériel de couchage dont 3600 lits métalliques, des poteaux en ciment, du matériel électrique, de l'outillage industriel.

Pour la dernière fois, des convois SNCF circulent sur les voies de la poudrerie, avant que rails, traverses, et ballasts, ne soient à leur tour vendus et enlevés. Enfin en septembre 1947, le conseil général émet un vœu en faveur de la création d'une Ecole d'Agriculture et d'Arboriculture Fruitière à Sainte Livrade et de la remise à cette école du «château de Miquel».⁽¹⁰⁾

V - La rétrocession aux expropriés et le lycée agricole.

Entre temps est intervenue la publication au JO de la loi du treize avril 1947. Son article 36 prévoit que «les anciens propriétaires des immeubles expropriés depuis le premier septembre 1939, pourront demander la remise desdits immeubles. Le prix de rétrocession sera fixé à l'amiable...»

Ainsi en novembre 1947 le service des poudres, remet 267 ha aux Domaines, pour être rétrocédés aux expropriés, sur la base de la loi du treize août 1947.

Le surplus est conservé par le service des poudres, dont 107 ha que l'on destine à l'Ecole d'Agriculture de Fazanis à Tonneins.

En mars 1948, par décret du président du conseil, contre-signé du ministère de l'agriculture est décidée la création d'une école d'agriculture et d'arboriculture fruitière.

Le château de Miquel et les terres attenantes sont conservés par la colonie de vacances de Bergerac.

Une décision du 15 mai 1948 désaffecte la zone des 267 ha à rétrocéder et place le camp de

la gare de Casseneuil, en dehors de tout projet, alors que :

le camp de Carrère à Villeneuve sur Lot est réaffecté au service de la justice et les camps de Sainte Livrade et de Bias au ministère des forces armées,

Le camp de la Glaudoune à Casseneuil passe au ministère de la France d'Outre-Mer. En décembre 1948, une pétition contre l'école, avec une cinquantaine de signatures est adressée au Préfet !

Les travaux de construction de l'Ecole d'Agriculture, sont cependant entrepris. ⁽¹¹⁾

Il y a différence de traitement, entre les personnes constituées en syndicat, auxquelles on remet leurs anciennes propriétés, et les autres, que l'on prive de cette remise, pour constituer le domaine de l'Ecole. Cela se passera pour les premiers, sans problème majeur.

Les prix sont jugés avantageux et autorisent, soit la réinstallation, soit la revente, avec bénéfice.

Un procès mémorable mérite d'être évoqué.

Il y a les expropriés dont les terrains sont compris dans les 131 ha destinés à l'école d'agriculture et parmi ces derniers, «les consorts Briffaut Ferrière», les plus lésés, puisque l'école se réalisait presque exclusivement à leurs dépens.

Ils avaient été expropriés de trois métairies et de la maison dite «château de Miquel», soit 67 ha, représentant près de 20% de la poudrerie proprement dite.

Mmes Briffaut Ferrière soutenaient instances sur instances, appuyées sur les dispositions incontournables de l'article 53 du décret-loi du 8 août 1935, reconnaissant aux anciens propriétaires, le droit de réclamer la remise des terrains qui n'ont pas reçu la destination d'utilité publique prévue.

Les procès intentés à l'Etat durèrent de 1942 à 1963. L'Etat les perdra tous, sans pour autant s'incliner devant les arrêts rendus. ⁽¹²⁾ Pour «raison d'Etat», il a recherché et sans doute trouvé une solution de compromis aboutissant à l'abandon d'instance!

LE SENATEUR OPINIATRE

Il faut signaler le rôle moteur, joué par Etienne Restat, sénateur maire de Casseneuil, conseiller général de Lot-et-Garonne. Tout au long de l'affaire du transfert de l'Ecole de Fazanis-Tonnecins à Sainte Livrade, l'opiniâtre sénateur avait saisi l'assemblée départementale et organisé tous les moyens de pression au ministère de l'agriculture.

L'établissement d'enseignement agricole, installé en situation favorable a prospéré. Evoluant d'école régionale en lycée agricole, il y a pris le nom du parlementaire qui le protégea avec persévérance. Il est aujourd'hui le

LYCÉE D'ENSEIGNEMENT GENERAL et TECHNOLOGIQUE AGRICOLE

de SAINTE LIVRADE SUR LOT

Etienne Restat

Cet établissement public local d'enseignement, dépendant du ministère de l'agriculture, regroupe autour du lycée proprement dit, le centre de formation d'apprentis et le centre de promotion professionnelle agricole. L'exploitation agricole annexée est en arboriculture, pépinières, serres, cultures maraichères, grandes cultures et élevages, le support pédagogique des matières enseignées.

- LA POUDRERIE DE SAINTE LIVRADE

Les centres annexes, reçoivent annuellement 300 à 350 adultes ou apprentis.

Le lycée compte 400 élèves ou étudiants. Les élèves préparent un brevet de technicien agricole (BTA) dans les options «polyculture élevage», «cultures légumières», «arboriculture fruitière», «agro-alimentaire».

Ils peuvent aussi obtenir un baccalauréat «sciences agronomiques et techniques» (BAC D'). La plupart poursuivent au lycée pour un diplôme de type BAC+2 et de niveau III. Ils obtiennent alors le brevet de technicien supérieur agricole et peuvent éventuellement poursuivre dans certaines universités, préparer un certificat de spécialisation ou entrer en classe préparatoire au concours des écoles d'ingénieurs agronomes et agro-alimentaires.

50 enseignants (ingénieurs agronomes, techniciens agricoles ou professeurs certifiés des collèges) et 20 vacataires ou intervenants, dispensent l'enseignement. S'ajoutent 80 employés divers de toute qualification dont 50 contractuels.

Un important programme d'équipement est en cours de réalisation. Il comportera des locaux d'enseignement, des laboratoires et une serre verre expérimentale de 5000m².⁽¹³⁾

VI - 1950 annonce la renaissance.

Rendu à l'initiative et à l'activité privées, ce secteur fertile, marque enfin, dix ans après le saccage, sa véritable renaissance.

Le dynamisme du secteur agricole a eu raison des ronces, des chiendents et de la végétation adventice. On a dispersé les ballasts, extrait les bétons de soubassement. En guise de souvenirs, subsistent çà et là, quelques îlots où le béton et une végétation arborée, s'élancent vers la lumière. Des constructions neuves, souvent installées, dans des blocs bétons, élevés pour loger coton-poudre centralite, galette ou poudre blanche ⁽¹⁴⁾, ont remplacé les bâtiments livrés au bulldozer de 1940 ! Ces vestiges, ces alignements conservés, jaillis çà et là, donnent aux lieux ce caractère irréel où se manifeste la poudrerie fantôme.

La culture maraîchère, fruitière ou de serres progresse. Les agriculteurs, ou les *vivants de l'agriculture* sont plus nombreux qu'ils n'étaient en 1939. Ils ne sont pas les seuls. Les résidents connaissent à nouveau la situation enviable d'où l'on avait chassé les expropriés. Les résidents secondaires peuplent les berges du Lot. Celui ci transformé par le barrage hydro électrique du Temple sur Lot, a pris des allures de fleuve !

Après les années 40, c'est donc pour le territoire de la poudrerie nationale avortée, le grand retour à la vie communale de plein exercice, et sa contribution au développement local.

Les cantonnements appelés à loger des hommes, sont devenus des camps et ont vu passer les populations déplacées de l'histoire récente. En ce sens, le drame de Dien Bien Phu et celui de l'abandon de l'Algérie, ont retenti dans notre vallée.

VII - Balance des effets pervers et des développements induits.

AUTOUR DE LA POUDRERIE... LES CAMPS

Madeleine Duranthon

Dans la boucle du Lot, entre Casseneuil et Sainte Livrade, la poudrerie⁽¹⁾ ne se rappelle plus qu'au souvenir des anciens et ne provoque la curiosité des jeunes et des nouveaux venus que par quelques constructions de béton hétéroclites voire incongrues au milieu des pépinières et des vergers.

Cependant, réalisés dès 1940, menés rapidement à bonne fin, cinq camps demeurent toujours sur un vaste périmètre. Occupés dès leur achèvement, ils le sont encore aujourd'hui. Même s'il est momentanément un asile «le camp» évoque toujours catastrophe, guerre, répression... en un mot le malheur. Le XX^{ème} siècle a été marqué par leur prolifération depuis le camp d'accueil, jusqu'au camp d'extermination. Au cours des cinquante années qui ont suivi l'implantation de ceux qui nous occupent aujourd'hui leur attribution fut très variée et sans aller jusqu'à l'extrême des camps de la mort, l'un d'eux en a été l'antichambre.

Destinés à accueillir des ouvriers de la poudrerie -jusqu'à 20 000 en temps de guerre- leur affectation a été totalement changée par le cours des événements et les nécessités de conjonctures nouvelles.

Des populations successives, inattendues venant d'horizons divers et lointains y furent hébergées.

Débordant des camps, chacune a laissé dans la plaine et les villages son empreinte et les marques de son caractère, de son originalité ou de son exotisme.

I - 1940-1944 LA GUERRE - L'OCCUPATION

LES ESPAGNOLS

Il est nécessaire ici d'évoquer la guerre d'Espagne. Quelques dates servent de jalons:

21 JANVIER 1939 : Prise de Barcelone par les armées franquistes. En février-mars, l'armée républicaine en déroute force la frontière franco-espagnole dans les Pyrénées Orientales. Civils et militaires sont parqués dans des camps de fortune, en cet hiver particulièrement rigoureux : un espace sans abri, cerné de barbelés. Beaucoup y trouvèrent la mort. Peu à peu les hommes valides sont employés à la construction ou à l'aménagement de nouveaux camps, de sinistre mémoire : Rivesaltes, Saint Cyrien, Gurs, plus tard occupés par des Juifs. Ce fut un curieux chassé croisé.

Le 4 SEPTEMBRE 1939 : La France est en guerre. Ces mêmes Espagnols sont requis de participer à la défense nationale et de s'engager soit dans des bataillons de marche -c'est la guerre- soit dans des bataillons de travail. De la guerre ils en sortent, la plupart optent pour le travail.

DECEMBRE 1939 - JANVIER 1940 : quatorze compagnies de travailleurs étrangers espagnols - 3500 hommes arrivent sur le chantier de la poudrerie.

Dans un premier temps, ils logent dans des bâtiments de ferme expropriés et désaffectés ou dans des wagons. On en est seulement à creuser les nouveaux « sillons » dans cette terre fertile, du moins les tranchées profondes où est coulé le béton. Les Espagnols travaillent dur de la pelle et de la pioche pour les fondations, silos, entrepôts d'explosifs.

Leur groupe forme aussi l'élément le plus important ayant participé à la construction, la finition, l'agencement des camps de la poudrerie. Un contingent important d'Espagnols loge aussitôt dans le camp de la gare à Casseneuil. Ils en sont donc les premiers occupants. Quel confort... après la guerre, les camps des Pyrénées et les vieux wagons !

Issus de l'armée républicaine, « les rouges » disait-on alors, sont très surveillés tout en ayant une relative liberté. Après le travail, ils se réunissent sur la place du bourg, ou au café de Casseneuil.

Quelques uns sont détachés chez des artisans locaux ou dans des fermes pour remplacer la main d'oeuvre française mobilisée. Mais leur retour au camp le soir est strictement exigé et vérifié.

Village tranquille des bords du Lot, Casseneuil paraît à ces expatriés un havre de sécurité et de paix.

Beaucoup de logements, très simples certes, y sont inoccupés. Tous ceux qui le peuvent font venir femmes, enfants et parents, eux-mêmes dispersés dans des camps de réfugiés : Lot, Dordogne, Corrèze.

Dans l'année qui a suivi 1941, treize naissances d'enfants espagnols ont été enregistrées à l'état civil de Casseneuil sur un total de 29.

L'ARMÉE

A **Sainte Livrade**, le camp du Moulin du Lot a été créé comme centre d'instruction militaire pour l'armée de l'armistice. Ce fut sa première destination officielle. Il reçut des appelés, puis des engagés des 11^{ème} et 14^{ème} compagnies et peut-être d'autres compagnies, des pompiers de l'air.

C'était en fait un lieu de camouflage qui servit de couverture à beaucoup de jeunes ayant fui Paris et la zone occupée. Certains avaient eu maille à partir avec les forces d'occupation. Ils étaient ainsi soustraits aux Allemands tout en n'étant pas des clandestins. La plupart ont gagné le maquis aiguillés par des membres de leur encadrement, résistants de la première heure. Ce camp a ainsi fonctionné jusqu'au débarquement allié.

Il est à signaler, indépendamment et hors des camps mais dans l'enceinte de la poudrerie, la présence d'un chantier de jeunesse : le groupe 36 - Montcalm. Il fut dissous en 1944.

A **Bias**, le camp de Paloumet (Astor aujourd'hui) est mis par le directeur de la Poudrerie, dès juillet 1940, à la disposition du capitaine Robinet chargé de récupérer le matériel et l'armement appartenant aux formations stationnées dans l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot après la débâcle.

Le personnel est recruté parmi les officiers, sous-officiers, agents militaires et soldats originaires de la région de l'est ne pouvant rejoindre leur foyer. Le centre de récupération est composé de matériel de l'intendance, du génie, de santé, d'artillerie, d'archives diverses et environ 5000 véhicules automobiles répartis au camp de Bias et au camp du château de Roger. Il est connu des Allemands et placé sous le contrôle de la commission d'armistice.

Malgré les risques, Georges Robinet commence aussitôt à camoufler en des endroits dispersés, le plus de matériel possible et en août 1940 il se place sous les ordres du Général Mollard pour le camouflage du matériel de la région de Villeneuve-sur-Lot.

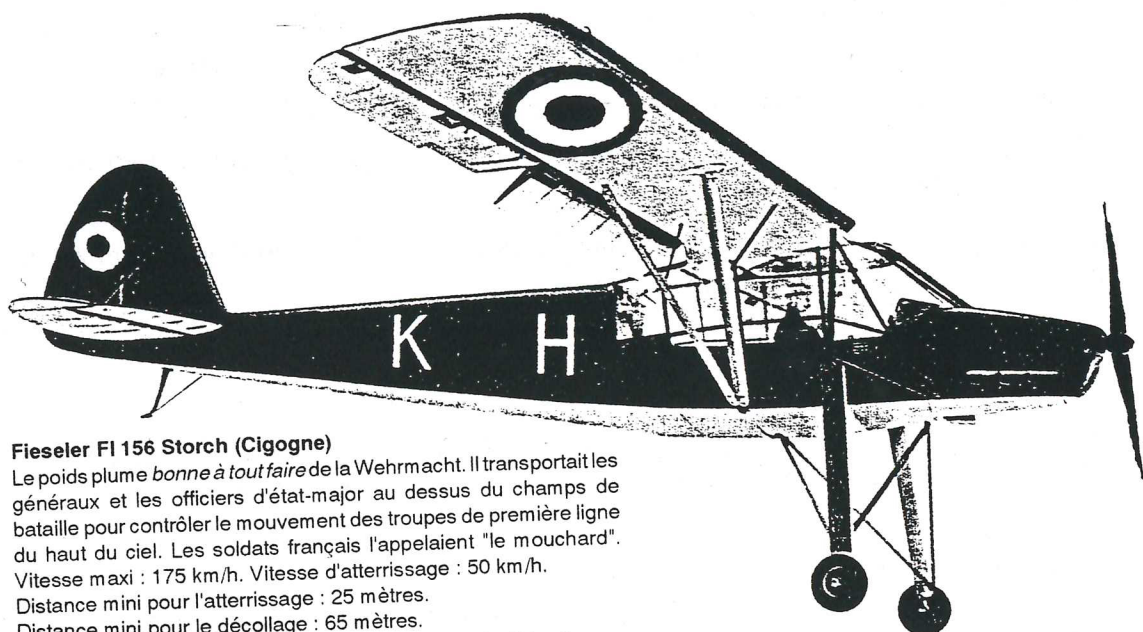
En 1941-1942-1943 une activité secrète et intense anime le camp jour et nuit avec une équipe sûre et dévouée malgré la surveillance de l'ennemi et de la police française. En 1943, Georges Robinet est arrêté par la Gestapo; interrogatoire à Toulouse, incarcération à Fresnes, déportation à Buchenwald... Frappé et interrogé, il parvient à détourner les accusations qui pèsent sur lui...

A la suite des interrogatoires, aucun dépôt ne sera retrouvé, aucune arrestation ne sera effectuée par les Allemands qui ne peuvent obtenir du chef du camp de Bias, aucun renseignement ni sur les chefs, ni sur le matériel camouflé.»⁽³⁾

Au retour de la déportation, le colonel Robinet ne circulera plus qu'en fauteuil roulant dans les rues de Bias.

Madame Robinet subit aussi la déportation au camp de Ravensbrück et a eu également la chance d'en revenir.

La volonté de Résistance était bien ancrée à Bias. En 1943 se forme un groupe qui allait devenir le «groupe franc 13».



Fieseler FI 156 Storch (Cigogne)

Le poids plume *bonne à tout faire* de la Wehrmacht. Il transportait les généraux et les officiers d'état-major au dessus du champs de bataille pour contrôler le mouvement des troupes de première ligne du haut du ciel. Les soldats français l'appelaient "le mouchar".
Vitesse maxi : 175 km/h. Vitesse d'atterrissage : 50 km/h.
Distance mini pour l'atterrissage : 25 mètres.
Distance mini pour le décollage : 65 mètres.
Cependant, avec un vent de face de 25 noeuds, soit 46 km/h, le Storch pouvait faire du *surplace* et décoller presque sans rouler.

D'autre part parmi le personnel d'encadrement plusieurs sont pilotes ou navigants et ont hâte de retrouver une cabine de pilotage et un «*manche à balai*». A Agen un modeste «*coucou*», puis à Villeneuve sur Lot un Fieseler-Storch, petit avion allemand récupéré, furent mis à la disposition de l'armée sur le terrain de Villeneuve-sur-Lot.

Cela permit au moins de patienter.

L'INFANTRIE COLONIALE

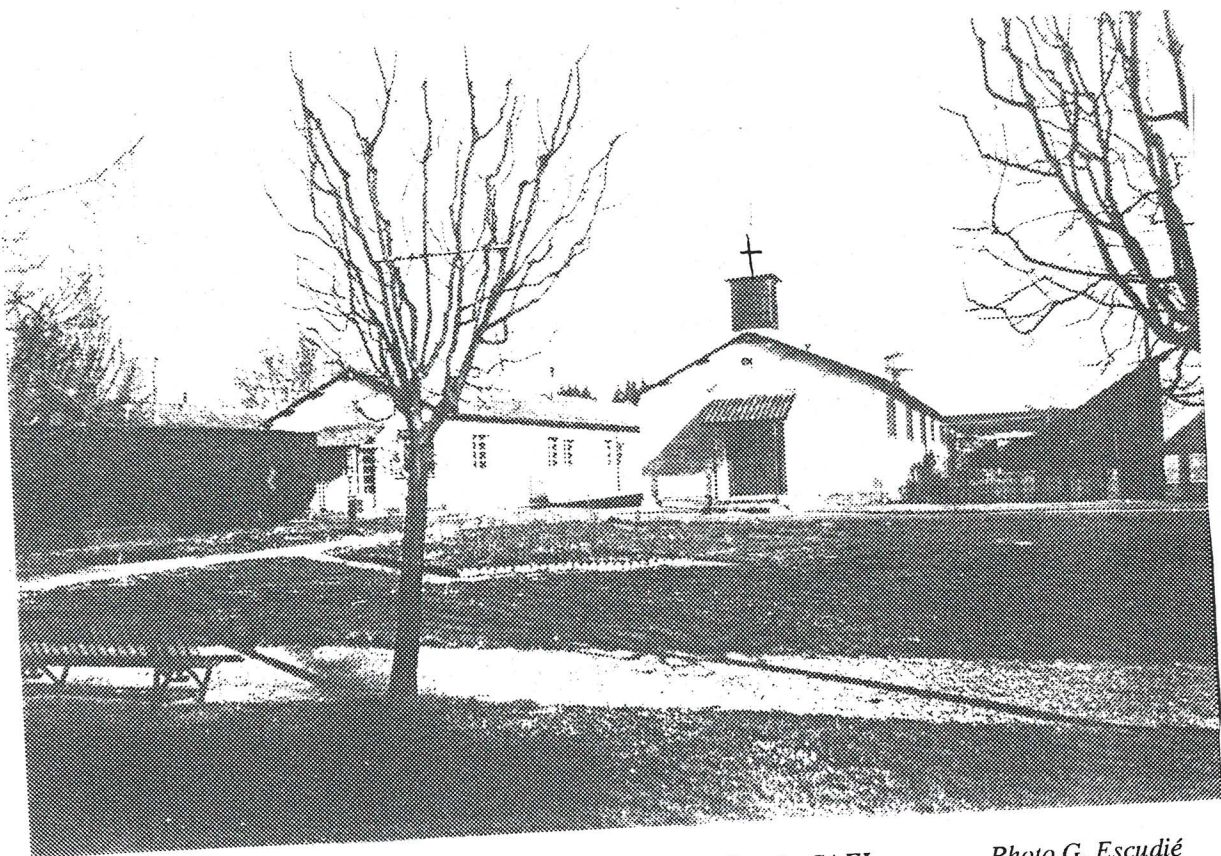
Simultanément un «*centre de regroupement et de réadaptation des militaires coloniaux*» annamites, sénégalais et malgaches, fonctionne dans ces mêmes camps. Les sous-officiers sont pour la plupart Réunionnais. Plusieurs ont fait venir leur famille, quelques uns se sont fixés dans la région.

Ils ont laissé dans la population locale le souvenir de gens particulièrement posés et courtois.

LES RUSSES

Dans le même temps en mars et avril 1945, le camp de la gare à Casseneuil reçoit 700 soldats russes, celui de Bias à peu près autant.

Dans la plaine du Lot, on dit «*les Mongols*». La majorité a, en effet, le type des peuples des steppes de l'Asie Centrale. Ils ne forment pas un groupe homogène certains sont des transfuges, d'autres, faits prisonniers en Russie par les troupes allemandes, ils ont été envoyés sur divers chantiers militaires, comme les Espagnols : mur de l'Atlantique, bases sous-marines. Libérés après la retraite allemande, ils ont été rassemblés à Casseneuil et Bias.



Ancien baraquement devenu église du CAFI

Photo G. Escudié

l'exception de trois classes maternelles, et le milieu du travail a pu embaucher des travailleurs du C.A.F.I. dans une conserverie locale, pendant qu'un atelier de chaussures installé au camp accueille des Livradais. Les exploitants agricoles des environs ont apprécié la main d'oeuvre saisonnière constituée par les rapatriés.

On ne peut oublier dans la plaine, la surprise causée par les premiers «chapeaux de latanier» qu'on imaginait jusque là plutôt au milieu des rizières que dans les champs de haricots.

Mais on peut toujours en voir quelques uns le vendredi matin, en été, au marché de Sainte Livrade où «les vieilles dames en costume traditionnel choisissent avec des exigences de collectionneur les plus beaux fruits qui seront offerts sur l'autel des ancêtres».⁽⁴⁾

LES HARKIS

En 1962 l'abandon de l'Algérie et les accords d'Evian ont pour conséquence l'arrivée en France de nouvelles victimes de la guerre. En 1963, 1400 déracinés, blessés souvent dans leur chair, toujours dans leur cœur sont accueillis au camp de Bias. Aussitôt, y fonctionnent les services sociaux, un dispensaire et une école de 14 classes pour les enfants du cycle primaire.

En 1975, en douze ans le climat n'a pas évolué dans un sens favorable. Les conditions de

mais un ensemble dont l'ampleur étonne par la superficie totale :

- 421 ha pour la poudrerie proprement dite
- 39 ha pour les cinq cantonnements extérieurs, dont deux subsistent encore.
 - Moulin du Lot à Ste Livrade (actuel CAFI) : huit ha
 - La Catheric et Paloumet à Bias (actuel CARA) : douze ha
 - La Gare et la Glaudounne à Cassencuil : 15ha
 - Carrère à Villeneuve sur Lot : 4ha⁽⁶⁾

Au total 460 hectares !

La poudrerie de Bergerac, construite également en pleine guerre, en 1917, ne couvrait, en 1940 que 195 ha, mais 12.000 personnes y travaillaient cependant.

L'usine projetée aurait consommé journellement 40 à 50.000 m³ d'eau, soit les besoins actuels d'une ville de 150.000 habitants. D'où l'importance primordiale de la rivière, où la station, «ASTANDIS» aux portes de Cassencuil, devait puiser et déverser dans deux conduites ciment de 50 cm de diamètre.

Les voies ferrées, intérieures, ballastées et partiellement posées, toutes au gabarit SNCF, représentaient une longueur de 25 km !

600 bâtiments, en général de faible dimensions, espacés pour des raisons de sécurité, s'élèvent sur le territoire. Ce dernier borde la départementale 217 sur près de 3km. La plus grande profondeur de cette voie au Lot est de 1,8 km. ⁽⁷⁾

OUVERTURE DU CHANTIER...Du jour au lendemain, le chantier ouvre ! Dans les derniers jours d'octobre 1939, les entreprises attributaires s'installent et recrutent par voie de presse : ouvriers, manoeuvres, terrassiers, maçons, cimentiers, charpentiers, mécaniciens et chauffeurs «pour le chantier de Sainte Livrade». «Les propriétaires de camions qui désirent faire des transports, doivent se faire inscrire à la Société Générale d'Entreprise qui a installé ses bureaux à Sainte Livrade», précisent les journaux du 26 octobre 1939. ⁽⁸⁾

Un fourmillement s'installe et dans l'ambiance particulière de ce début de guerre, «la frénésie a débarqué» !

La presse locale, à la suite d'incidents mineurs, fustige, «les indésirables venus s'embaucher pour des travaux qui se font dans la région». Les 3500 républicains espagnols réfugiés ont réparti leurs 14 compagnies dans des gîtes provisoires et s'emploient au montage des baraquements des camps.

Censure ou auto-censure, on ne parle jamais dans les quotidiens, de la Poudrerie Nationale, mais seulement du «*chantier de Sainte Livrade*» ou des «*travaux qui se font dans la région*»

LE CHOIX DE CETTE VALLEE INTRIGUE... Le service central des constructions du Ministère de l'Armement n'a pu, seul, inventer ce site ! Les expropriés sont furieux et recherchent le coupable, recherchent et dénoncent, bien sûr sans preuves, le «politique du coin», le mauvais génie que l'intérêt ou l'ambition, aurait conduit à proposer ce qui pour eux est un désastre.

Il ne peut déceimment souligner les apports, sans rappeler de quelle déchirure, tout a été payé. La souffrance d'une centaine de compatriotes et de leurs familles abandonnant, comme les réfugiés de l'histoire récente, leur patrimoine matériel et affectif. L'injustice vécue d'un environnement indifférent, celui des non mobilisés, hors d'âge, dispensés, affectés, inaptes, étrangers, continuant leurs activités profitables. Le gaspillage du cinquième du territoire communal mis totalement hors circuit.

Par contre, les apports sont évidents. Ce n'est certes pas la poudrerie nationale aux 2000 employés, ses rentrées fiscales, l'urbanisation induite, l'essor économique...

Mais il faut mentionner en lettres majuscules, l'installation du Lycée d'Enseignement Général et Technologique Agricole. Les manifestations qui s'y déroulent, donnent à la commune siège une notoriété que renforce le rayonnement de la formation dispensée.

Le retour à l'exploitation agricole de tous les terrains, l'orientation vers des cultures utilisatrices de main d'oeuvre, la reconstruction générale, sont des éléments positifs.

Il ne faut pas non plus, sous-estimer l'apport au commerce local de population momentanément, et parfois, pour plusieurs décennies, installées sur la commune. Ceux qui l'activité nouvelle et les hasards de l'histoire ont fixé sur notre sol, ont pris et prennent chaque jour leur part du développement qui a porté la cité livradaise de 2700 habitants en 1939 à 6200, cinquante ans plus tard.

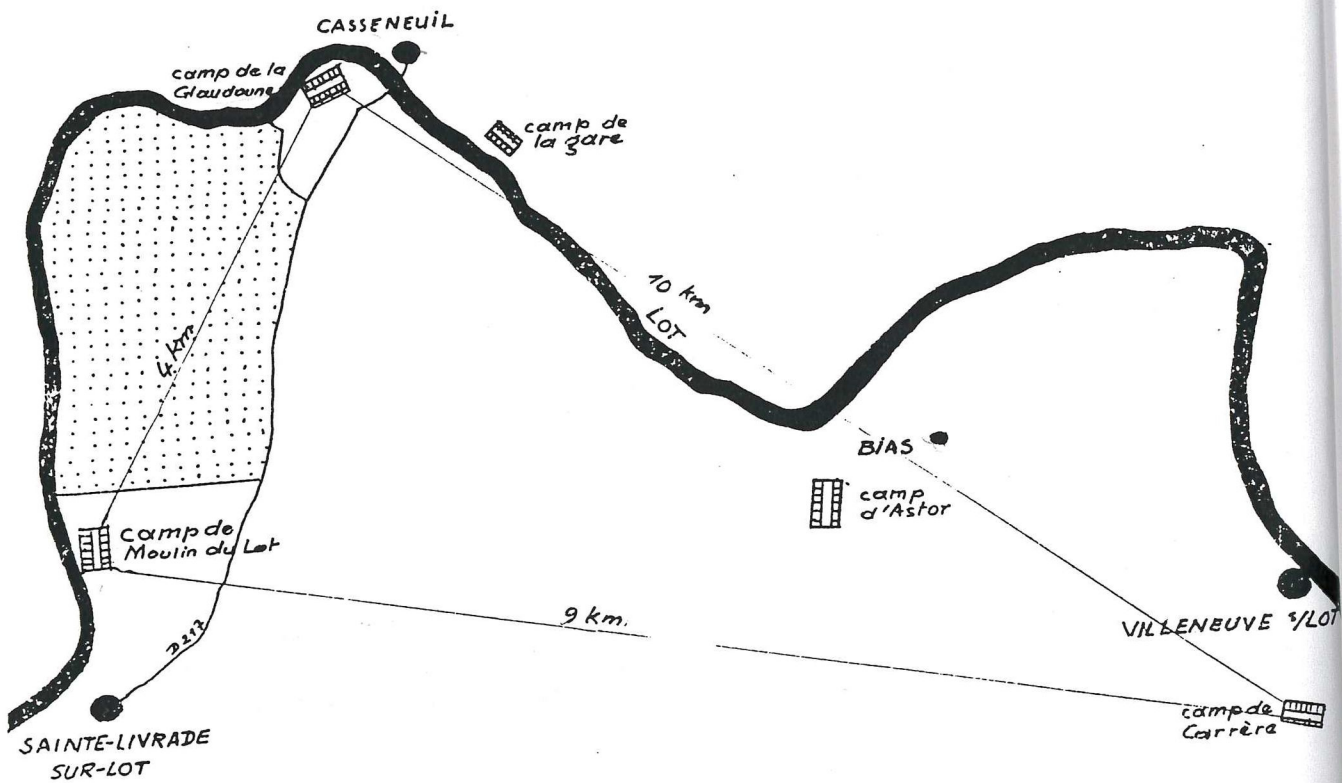
Clément GOULINA

31 mars 1999

Notes _____

- 1) Document d'Ordre de réquisition dont le double est à la Mairie de Sainte Livrade.
- 2) Conseil d'Arrondissement. C'est une instance élue de la 3^{ème} République.
- 3) Archives Départementales du Lot et Garonne. Courrier type aux propriétaires évincés.
- 5) J. Ferrière. Documents personnels.
- 6) Archives Départementales. Plans et relevés.
- 7) Division défense espace du service national des poudres, établissement de Bergerac. Documents et plans communiqués par Jean-claude Tuet.
- 8) La Petite Gironde. Quotidien de Bordeaux du 26 octobre 1939.
- 9) Mémoire local. Recueilli auprès de contemporains.
- 10) J. Ferrière. Documents familiaux, chronologie des événements.
- 11) Archives Départementales de Lot et Garonne. Dossier poudrerie nationale de Saint Livrade sur Lot.
- 12) Documents privés de Mesdames Briffaut et Ferrière.
- 13) Lycée Agricole. Documentation de l'auteur.
- 14) Service national des poudres, établissement de Bergerac.

Carte de l'emplacement des camps



COMMUNES	CAMPS	SURFACE
Villeneuve sur Lot	Carrère	4 Hectares
Casseneuil	La Gare La Glaudoune	4 Hectares 11 Hectares
Bias	Astor	12 Hectares
Sainte Livrade	Le Moulin du Lot	8 Hectares

dans le camp, derrière les grilles, gardés par des gendarmes. Ils partent très vite vers des chantiers allemands : mur de l'Atlantique, poudrerie de Tours, base sous-marine de Bacalan, usines d'aluminium des Alpes. Leur port d'attache restera désormais Casseneuil. Ainsi s'est implantée en majeure partie dans cette commune rurale et aux alentours une colonie espagnole importante formée d'artisans habiles, actifs et courageux. Leurs descendants se sont multipliés et aujourd'hui par des mariages mixtes et leurs activités, ils sont totalement intégrés à la population.

LES JUIFS ⁽²⁾

En août 1942, la zone sud est toujours la zone dite « libre ». Quelques Espagnols, travailleurs agricoles, logent toujours au camp de la Gare à Casseneuil. Ils ont été mis nettement à l'écart et constatent l'arrivée à plusieurs reprises de nouveaux hôtes étroitement gardés, amenés en camion : des Juifs.

D'abord des Juifs de nationalités diverses, arrêtés en franchissant clandestinement la ligne de démarcation. Puis des victimes de la rafle d'août 1942 exigée par les Allemands dans la zone sud. Parmi ces victimes, des pensionnaires d'un établissement d'apprentissage agricole situé dans une ferme de Monbahus, commune rurale proche de Casseneuil, où ils espéraient être bien camouflés. D'autres arrivent ensuite, en transit depuis un autre village voisin : Allez et Cazeneuve. Là, au château de Tombebouc était cantonné « le groupe n° 308 de travailleurs étrangers », tous des Juifs en majorité d'origine belge, quelques uns des pays de l'Est.

Le séjour au camp de la gare est de courte durée. Les départs ont lieu en camion pour les garcs de Penne d'Agonais ou Monsempron-Libos, vers le voyage sans retour que l'on sait, passant pour certains par Rivesaltes et Gurs ou directement pour Drancy.

Quelques évasions purent avoir lieu grâce à des complicités qui tiennent à rester discrètes.

LE 5 AVRIL 1992 a été apposée sur le mur d'un baraquement aujourd'hui occupé par l'entreprise « France Prune » une plaque commémorative où l'on peut lire ces mots : *« Le 23 août et le 3 septembre 1942, 346 Juifs, dont 34 enfants, raflés dans les communes du Lot-et-Garonne, rassemblés au château de Tombebouc et au camp de Casseneuil furent livrés aux Nazis par le gouvernement de Vichy et déportés vers le camp d'extermination d'Auschwitz ».*

Elle est surmontée du portrait d'une petite fille qui n'est pas revenue d'Auschwitz. Image de l'innocence sacrifiée.⁽²⁾

Le S.T.O.

1943 est l'année du départ au « service du travail obligatoire ». Le camp à peu près vide à cette époque reçoit, le temps de les rassembler par vagues successives, des jeunes Lot et Garonnais.

Sur la façade de la gare proche, une plaque commémorative porte ces mots :

**EN SOUVENIR DES 4 000 JEUNES LOT ET GARONNAIS
RASSEMBLÉS EN CE LIEU AU PRINTEMPS 1943
POUR ÊTRE DEPORTÉS EN ALLEMAGNE
DANS LES CAMPS NAZIS DU TRAVAIL FORCÉ.**

et les «collabos» s'y succédèrent... Ce qui donnera lieu à quelques règlements de compte dans les passions de la libération.

Après la guerre, le camp fut rétrocédé au ministère de la justice, puis devint propriété de la ville qui y établit des logements à loyers modérés.

- II - 1944-1946 FIN DE LA GUERRE et LIBÉRATION

A la fin de 1944, tous les camps changent d'activité et sont occupés par l'armée française comme centres de regroupement, de réorganisation, d'instruction des nouvelles classes.

L'AVIATION

De nombreuses compagnies d'instruction de fusiliers de l'Air furent créées et rassemblées dans des centres d'instruction (un par subdivision aérienne). C'est ainsi que fin 1944, la 23^{ème} compagnie d'instruction autrefois à Toulouse-Pérignon s'est installée au camp du Moulin du Lot.

D'autres compagnies l'ont rejointe au cours de l'année 1945 nécessitant l'occupation du camp de La Gladoune à Casseneuil ainsi que celui de Bias.

L'ensemble prend alors le nom de C.I.M.T «centre d'instruction militaire et technique» et au mois de mai, les subdivisions étant supprimées, devient le centre d'instruction de la 3^{ème} région aérienne de Bordeaux. L'encadrement était constitué d'officiers et de sous-officiers venus d'Angleterre et d'Allemagne -des navigants ainsi que des membres de «Forces Françaises de l'Intérieur» (d'après le témoignage d'un officier du camp). A la même époque, l'école des comptables de l'air est aussi au camp de Bias.

Casseneuil, Bias, et surtout Sainte-Livrade devenue ville de garnison, sont en liesse. L'effectif des trois camps réunis est de 3000 hommes. Les commerces et les cafés ne désemplissent pas. Rêvant que cela va durer on bâtit au début de 1946 «Le Tivoli», salle de bal de 400 m² destiné à drainer toute la jeunesse du pays.

Cependant, l'implantation de ces camps présentait deux inconvénients majeurs

En premier, les difficultés de communication avec les villes environnantes. La voie ferrée Tonneins - Sainte-Livrade - Penne d'Agenais permettant de rejoindre Bordeaux par Tonneins et Marmande vers l'ouest, et Toulouse par Villeneuve sur Lot, Penne, Agen, vers l'est, a été supprimée pendant la guerre. Le service routier d'autobus est réduit au minimum tant dans sa capacité que dans sa fréquence. De nombreux courriers, de 1944 à 1946, entre le commandant du camp de Bias et les hautes autorités civiles et militaires attestant de cet état de fait tâchent d'obtenir des mesures rapides pour y remédier. En vain.

Deux soldats particulièrement bagarreurs, ayant joué du couteau dorment leur dernier sommeil en terre gasconne. Bien des anecdotes gaillardes et vigoureuses pourraient être dites. L'agitation est à son comble entre les camps au moment de la capitulation allemande.

Tous ceux qui en ont été les témoins n'oublieront pas le défilé du 8 mai 1945 à Casseneuil. Aucun village du Sud-Ouest ne peut se flatter d'en avoir connu un semblable, aussi vibrant, brillant et coloré.

Aux cours des deux ans qui suivent, petit à petit les camps se vident. L'armée de l'air qui avait encore l'effectif le plus important quitte définitivement les bords du Lot au cours de l'année 1947.

Tout à coup, les villages paraissent déserts. Le Tivoli ferme ses portes. Les commerces et les cafés périclitent. Dans les camps, la végétation croît.

Les bâtiments sont pillés par les «chapardeurs» qui emportent clôtures, portes, fenêtres, sanitaires, tuyauterie... tout ce qu'ils peuvent.

- III - L'APRÈS-GUERRE. De 1947... à nos jours

Apparemment, c'est la fin pour la Glaudoune à Casseneuil, le Moulin du Lot à Sainte-Livrade, Paloumet à Bias ! Mais non ... la dévastation s'arrête en 1954.

Les baraquements de la Glaudoune sont rétrocédés à la commune de Casseneuil qui y crée des logements individuels. Quelque temps après, sur un terrain contigu aménagé par la commune sont construits des pavillons entourés de jardins. Ainsi est née la cité Bellerive où les noms de rue font oublier la tristesse de la guerre : rue des roses ou des pâquerettes, rue des colombes... Toujours à Casseneuil, le camp de la Gare est rétrocédé par l'état à une entreprise liée à l'agriculture : la conserverie Senchou.

A Sainte Livrade et à Bias, les baraquements des anciens camps sont restaurés et aménagés dans un but ignoré de la population locale.

Le dernier épisode de l'aventure des camps des bords du Lot se préparait. C'est aujourd'hui l'épisode en cours... La folie des hommes fait que la guerre rôde toujours quelque part : d'autres hommes, femmes, enfants viennent pour trouver sur le sol aquitain une certaine paix, pas forcément celle qu'ils souhaitaient.

LES INDOCHINOIS

Après le désastre de Dien Bien Phu, suivi des accords de Genève en 1954, l'Indochine est partagée en deux. Tous ceux qui ne peuvent plus vivre sous le régime du Nord-Vietnam ou s'y refusent, sont rapatriés en France en avril 1956. Les deux camps de Bias et de Sainte Livrade furent terre d'accueil pour ces exilés. (C.A.F.I. : Centre d'Accueil des Français d'Indochine)

A Sainte Livrade un premier recensement enregistre 1160 rapatriés et à peu près autant à Bias. Les plus jeunes se sont rapidement reclassés essentiellement vers la région parisienne et les grandes villes avec des chiffres record jusqu'en 1961 de sorte que les effectifs des deux camps ont pu être réunis en un seul, à Sainte Livrade.

«L'intégration des rapatriés d'Indochine constitue un modèle du genre» essentiellement due à deux facteurs : la scolarisation primaire s'est effectuée dans les classes locales -à

A la suite de ces incidents graves, deux cités sont construites non loin de là. Une cité d'habitations à loyers modérés pour les familles, une cité de logements sociaux pour les célibataires. Les vieux baraquements sont entièrement désaffectés et en partie détruits. Mais cet aménagement matériel considérable ne résout pas toutes les difficultés, notamment celles du travail. Le même état d'esprit d'insatisfaction est toujours latent.

Autour de la poudrerie fantôme, la densité et la diversité des populations rassemblées dans les camps d'une part, l'intensité des événements vécus d'autre part ont rendu délicate la relation des événements.

Les documents écrits sont quasiment absents des mairies !

A défaut de pouvoir consulter ceux qui peuvent exister aux Archives nationales et départementales, les recherches se sont orientées vers des témoignages oraux nombreux, confrontés et vérifiés. Témoignages souvent appuyés sur des documents officiels et personnels : cartes d'identité, permis de séjour, ordres de mission ont été de précieux jalons par leur exactitude.

Ce travail n'a pas la prétention d'être exhaustif. Il aura peut être l'utilité d'avoir fixé les souvenirs de ceux qui ont vécu une première époque agitée, périlleuse, quelquefois exaltante dans l'enthousiasme de leur jeunesse.

Pour ceux qui vivent dans les camps aujourd'hui nous ne pouvons que souhaiter l'apaisement et le bonheur de vivre.

Madeleine DURANTHON

Notes _____

- 1) Clément Goulinat, *La poudrerie nationale de Sainte-Livrade. Une poudrerie avortée.* Congrès FHSO Cahors - Villeneuve sur Lot - 1992
- 2) M.J. Vielcazat : Congrès FHSO Cahors-Villeneuve-sur-Lot 1992
- 3) A.M. Demeusy-Robinet. Souvenirs de la guerre 1939-1945 Villeneuve sur Lot
- 4) G.Durney, *1956-1986 Trente années de la vie du CAFI* in Bulletin municipal de Sainte Livrade.